



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Les enjeux géopolitiques des élections israéliennes

Par Alexis Benlarbi - De Carvalho

Rédacteur au sein de la Délégation Proche & Moyen-Orient des Ambassadeurs de la Jeunesse

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

Comment citer cette publication :

Alexis Benlarbi - De Carvalho,
« Les enjeux géopolitiques des élections israéliennes », Ambassadeurs de la
Jeunesse, 17 septembre 2019.

Ambassadeurs de la Jeunesse
31 Rue de Poissy 75005 Paris
E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org
Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

Sommaire

Introduction - p. 2

Les élections législatives de septembre 2019 : vers un sursis pour Netanyahu ? - p. 4

Tensions à la frontière nord : vers de nouvelles règles d'engagements ? - p. 6

Quelle situation dans la bande de Gaza ? - p. 9

Conclusion - p. 12



Le 9 avril 2019, le parti du premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, le Likoud, est passé près d'une défaite politique. Obtenant 26,46% des voix et 35 sièges (sur 120) au sein de la Knesset, le Likoud voit son nombre de sièges augmenter au Parlement après les élections de 2015 où il avait obtenu 30 sièges. Cependant, le parti conservateur a bien failli perdre ces élections au profit d'une toute jeune union née en février 2019, nommée *Bleu et Blanc* (à l'instar des couleurs du drapeau d'Israël). Le parti mené par l'ancien chef d'état-major Benny Gantz obtient lui aussi 35 sièges mais recueille 26,13% des suffrages, ce qui sera suffisant pour que le premier ministre déclare que son parti a remporté les élections. Initialement prévues pour le 9 novembre 2019, elles ont dû être avancées en raison de la dissolution de la Knesset le 26 décembre 2018 avec 102 voix pour.¹ Cette dissolution est en partie liée aux différents désaccords entre les partis de la coalition au pouvoir. En effet, le chef du parti conservateur *Israel Beytenou*, Avigdor Lieberman, s'est farouchement opposé au cessez-le-feu conclu entre Netanyahu et le Hamas en novembre 2018, la coalition ne possède donc qu'une fragile majorité avec 61 sièges sur 120, avant que la polémique sur les étudiants de la Torah qui seraient exemptés de service militaire ne finisse par faire voler en éclat la majorité et provoque la dissolution de la Knesset.

C'est ainsi que de nouvelles élections sont programmées le 17 septembre 2019. Ces élections ont lieu dans un contexte international très tendu. Depuis plus d'un an maintenant, les Américains sont sortis de l'accord sur le nucléaire iranien, accentuant leur pression sur le régime des mollahs, pour le plus grand plaisir de Benyamin Netanyahu, farouche opposant à cet accord et partisan des sanctions à l'encontre de l'Iran. Le 20 juin 2019, les iraniens annoncent avoir abattu un drone américain dans leur espace aérien². Initialement démentie, cette information sera confirmée par les Américains exacerbant les tensions entre les deux pays. Dans la foulée, le 4 juillet 2019, un pétrolier iranien est saisi par les autorités de Gibraltar, accusant le navire sous pavillon iranien de se diriger vers la Syrie afin de livrer des barils³, contournant ainsi les sanctions occidentales à l'encontre du pays. Cela est contesté par l'Iran. Le 19 juillet 2019, c'est au tour d'un pétrolier britannique d'être arraisonné par les forces iraniennes⁴, exacerbant les tensions dans le golfe persique et poussant les occidentaux, sous l'impulsion des Américains et le soutien d'Israël, à mettre en place une future coalition

¹ ARUTZ SHEVA STAFF, « *It's final : 20th Knesset dissolved, Israel heading to elections* », *israelinternationalnews.com*, 26 décembre 2018.

² FRANCE SOIR, « *Tension dans le golfe persique : l'Iran annonce avoir abattu un drone américain* », *francesoir.fr*; 20 juin 2019.

³ FRANCE 24, « *Un pétrolier iranien suspecté de livrer du pétrole en Syrie a été arraisonné à Gibraltar* », *france24.com*, 5 juillet 2019.

⁴ LA TRIBUNE, « *Saisie d'un pétrolier britannique : l'Iran fait monter la pression* », *latribune.fr*, 20 juillet 2019.

maritime⁵ afin de veiller au respect du droit maritime international dans le golfe persique. Avec le renforcement des sanctions américaines à l'égard d'institutions et de personnalités iraniennes, le gouvernement israélien s'est senti en mesure de faire valoir ses intérêts dans la région.

Alors que le futur premier ministre n'a pas encore été désigné, c'est bel et bien Benyamin Netanyahu qui reste à la tête du pays. Dans ce contexte de tensions permanentes au Moyen-Orient, des affrontements ont éclaté en mai 2019 avec les factions palestiniennes de la bande de Gaza. Dernièrement, ce sont des frappes aériennes à l'encontre des gardiens de la révolution en Syrie mais aussi du Hezbollah libanais et du Hezbollah irakien qui ont eu lieu, laissant croire à un embrasement de la région. La politique agressive de l'administration Trump vis-à-vis des ennemis d'Israël a fortement fait augmenter la popularité du premier ministre actuel. Apparu comme renforcé par ce soutien américain, Israël mène des politiques diamétralement opposées entre le Hezbollah au nord et les factions palestiniennes au sud.

C'est pourquoi il convient d'aborder dans un premier temps les élections législatives de septembre 2019, puis de porter une attention particulière sur les nouvelles règles d'engagement en faisant référence aux derniers événements à la frontière libanaise mais aussi à la Syrie et à l'Irak. Enfin, il est opportun d'identifier l'état de la situation actuelle dans la bande de Gaza et quelle est la politique menée par le gouvernement israélien dans cette région.

⁵ MOSHE ANIELEWICZ, « Israël rejoint la coalition dirigée par les Etats-Unis face à la menace iranienne dans le golfe Persique », *europe-israel.org*, 9 août 2019.



Les élections législatives de septembre 2019 : vers un sursis pour Netanyahu ?

À partir de l'année 2016, des enquêtes judiciaires visent le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Ce dernier voit son nom ressortir dans différentes affaires et est accusé de corruption, d'abus de confiance et de fraude. Au terme de près de deux ans d'enquête, le procureur général d'Israël, Avichaï Mandelblit, annonce la mise en cause du premier ministre dans trois affaires. Toutefois, ce processus d'accusation est très long et il pourrait prendre des années avant de voir l'homme fort d'Israël inculpé pour l'un (ou tous) de ces chefs d'accusations. D'autant plus que le magistrat a laissé la possibilité au premier ministre de s'expliquer devant lui avant qu'il ne prenne une décision définitive⁶ de le renvoyer devant un tribunal. C'est sans compter sur la résilience de Netanyahu, au pouvoir depuis bientôt 13 ans et briguant un cinquième mandat, qui ne compte absolument pas démissionner et donner raison à ses détracteurs sans s'être défendu et bien entendu sans retarder au maximum l'échéance.

Pourtant, ce n'est pas le premier scandale qui secoue la vie politique israélienne, bien au contraire. En 2008, le premier ministre de l'époque Ehud Olmert avait démissionné avant même que le procureur général n'annonce vouloir l'inculper. Olmert faisait l'objet d'accusations de fraudes et de corruptions dans six affaires différentes. Au terme d'un procès qui dura près de 3 ans, il est condamné à un an de prison avec sursis et 75 300 shekels d'amende avant d'être condamné à 18 mois de prison ferme pour corruption le 29 décembre 2015⁷, et d'être libéré le 2 juillet 2017⁸. Afin de ne pas connaître le même sort que l'ancien membre du Likoud et premier ministre Olmert, Benjamin Netanyahu décide de mener une lutte acharnée contre ses détracteurs.

C'est dans ce contexte trouble qu'ont lieu les élections législatives le 9 avril 2019 et qui voient le Likoud remporter, de peu, le vote. Incapable de former un gouvernement et d'obtenir une majorité malgré les tractations qui eurent lieu entre Netanyahu et ses adversaires (notamment Gantz et Lieberman), il décide de faire voter la dissolution de la Knesset et propose de nouvelles élections pour le mois de septembre 2019. Depuis le mois d'avril de nombreux événements dans la région ont failli mettre le feu aux poudres. C'est la *carte* qu'a décidé de jouer le premier ministre. En plus des tensions avec l'Iran, le Hamas, le Djihad Islamique et le Hezbollah,

⁶ CAPITAL, « *Le procureur général d'Israël a l'intention d'inculper Netanyahu pour corruption* », *capital.fr*, 28 février 2018.

⁷ LE FIGARO avec AFP, « *Israël : Ehud Olmert condamné pour corruption* », *lefigaro.fr*, 25 mai 2015.

⁸ AFP, « *Israël : Ehud Olmert, ancien premier ministre, libéré de prison* », *ladepeche.fr*, 2 juillet 2017.



Netanyahu compte sur le soutien de l'administration américaine pour l'aider à gagner ces élections. En effet, le plan de paix pour le Moyen-Orient de Jared Kushner n'est pas dévoilé avant les élections israéliennes⁹, conscient que cela aurait déclenché de vives oppositions dans les sociétés arabes mais aussi chez l'opposition israélienne. Netanyahu a même déclaré que ce plan de paix sera présenté immédiatement après les élections sans pour autant donner une date précise¹⁰. Enfin, dans le but de renforcer son image dans la société israélienne, le premier ministre a annoncé que les États-Unis et Israël pourraient signer un pacte de défense mutuelle avant les élections¹¹, Donald Trump étant très populaire en Israël. Il est considéré comme un ami de l'État hébreu par de nombreux citoyens.

Malgré tout, le Likoud de Benjamin Netanyahu semble être le grand favori de ces élections. Avidgor Lieberman, ancien ministre qui bénéficie du soutien des ultra-orthodoxes¹², a confié dans l'émission *Grand Live* de la chaîne israélienne i24NEWS, qu'il était prêt à siéger avec Gantz et Netanyahu, tout en rappelant que leur objectif est de mettre en place un gouvernement d'union nationale¹³. De plus, celui que de nombreux israéliens surnomment « Bibi », bénéficie du soutien des différentes diasporas et notamment celle des juifs français installés en Israël. Ils sont à peu près 100 000 dans le pays et constituent un vivier de voix important pour l'actuel premier ministre¹⁴. L'ancien chef de la coalition et député du Likoud, David Bitan, a estimé que le leader centriste Benny Gantz pourrait faire partie de la future coalition gouvernementale en cas de victoire, excluant ainsi Lieberman et tablant sur 63 sièges à la Knesset¹⁵. Pourtant, deux jours plus tard, le 3 septembre 2019, Benny Gantz a tenu à nuancer ces propos en déclarant :

« [J]e créerai le gouvernement, Benjamin Netanyahu peut se joindre à moi. Selon la loi en Israël, quand on est inculpé on ne

⁹ I24NEWS, « *Trump n'a pas encore décidé quand il dévoilera son plan de paix pour le Moyen-Orient (Greenblatt)* », *i24news.tv*, 13 août 2019.

¹⁰ I24NEWS, « *Le plan de paix de Trump doit être publié « immédiatement » après les élections (Netanyahu)* », *i24news.tv*, 3 septembre 2019.

¹¹ I24NEWS, « *Netanyahu et Trump pourraient annoncer un pacte de défense mutuelle avant les élections* », *i24news.tv*, 3 septembre 2019.

¹² Et rappelons-le, qui avait refusé de faire partie du gouvernement de Netanyahu après la victoire de ce dernier aux élections du 9 avril 2019, le poussant à dissoudre la Knesset car ne pouvant former de gouvernement à la demande du président Rivlin.

¹³ Extrait de l'émission *Grand Live* sur i24NEWS du mercredi 4 septembre 2019.

¹⁴ NIGGLI Marie, « *Pro-Netanyahu, religieux et mal intégrés : qui sont les Français installés en Israël ?* », *middleeasteye.net*, 6 septembre 2019.

¹⁵ I24NEWS, « *IsraElections2019 : « 62 – 63 sièges sans Lieberman, avec Gantz sans Lapid » (Likoud)* », *i24news.tv*, 1^{er} septembre 2019.



peut pas siéger comme ministre et malheureusement je crains que Netanyahu - après son audition en octobre - soit inculpé [...] Je créerai un gouvernement. S'il reste quelques mois avant son procès d'accord, mais je ne siégerai pas sous Benyamin Netanyahu, Premier ministre. Cela doit être très clair »¹⁶

Bien que Gantz soit le principal opposant de Benyamin Netanyahu, il n'est pas le mieux placé dans l'opinion publique. Cependant, comme chaque élection à son lot de surprises et de rebondissements en Israël, ces élections risquent d'être une nouvelle fois très serrées. À cela il faut ajouter le rejet de Netanyahu par une partie de la droite historique : Benny Begin, le fils de Menahem Begin, l'une des figures les plus emblématiques du Likoud et ancien premier ministre, a déclaré le 9 septembre 2019 qu'il ne voterait pas pour Benyamin Netanyahu¹⁷, s'attirant les foudres de nombreux partisans du premier ministre.

En dépit de toutes les accusations et contestations dont il fait l'objet, Benyamin Netanyahu semble être le favori dans ces élections. Se sachant en danger politiquement et judiciairement en cas de défaite, il mise tout sur la question sécuritaire afin de fédérer autour de lui. La multiplication des tensions avec l'Iran, le Hezbollah et les factions palestiniennes depuis plusieurs mois maintenant, servent d'une certaine façon la campagne du premier ministre. Ces élections peuvent être salvatrices pour celui qui pourrait dépasser le mythique David Ben Gourion sur le plan de la longévité, ou bien destructrices pour celui qui aura réussi, en partie grâce au soutien américain, à faire reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël par plusieurs pays de la communauté internationale, achevant un peu plus la solution à deux États.

Tensions à la frontière nord : vers de nouvelles règles d'engagements ?

Depuis le début de 2019 et après quelques années de calme, les tensions entre Israël et ses voisins n'ont fait que croître. Tout d'abord et même s'il ne s'agit pas d'un pays frontalier, l'Iran est présenté comme la plus grande menace pour l'État d'Israël. C'est sur cette menace que joue le premier ministre israélien, conscient que seule la sécurité du pays est plus forte que tous les autres sujets au sein de la société israélienne. De ce fait, le gouvernement accueille très favorablement la politique de sanctions menées

¹⁶ I24NEWS, « *Je ne siégerai pas sous Netanyahu, premier ministre (Gantz)* », *i24news.tv*, 3 septembre 2019. Il a également annoncé qu'il ne pourrait pas siéger sous un Netanyahu premier ministre mais que ce dernier pourrait siéger si lui était élu.

¹⁷ HAARETZ, « *Benny Begin Blasts Netanyahu 'Won't Vote Likud' in Israeli Election* », *haaretz.com*, 9 septembre 2019.



par les États-Unis à l'encontre de l'Iran. Toutefois, l'État hébreu estime que la position américaine n'est pas assez dure et réclame encore plus de sanctions contre l'Iran¹⁸. S'il est vrai que ces sanctions ont un impact conséquent sur l'économie iranienne qui s'est littéralement effondrée ces derniers mois, la perspective de nouvelles sanctions ne devrait pas faire plier les iraniens. Ces derniers, craignant moins la guerre que les sanctions économiques¹⁹, ne tournent pas pour autant le dos à leur gouvernement et blâment plutôt les Américains qui sont sortis de l'accord et les européens qui ne respecteraient pas leurs promesses²⁰.

Bien que leurs frontières soient éloignées, l'Iran et Israël sont en réalité beaucoup plus proches territorialement. En effet, au sud de la Syrie, sont établies des milices chiites qui combattent pour le régime de Bashar al-Assad mais loyales à Téhéran. De plus, au sud Liban, se trouve la force paramilitaire la plus puissante du Moyen-Orient : le Hezbollah. C'est avec le Hezbollah que les tensions se sont catalysées ces derniers mois. Tout commence dès le mois de janvier 2019 lorsque des résidents du nord d'Israël disent entendre des bruits de machines sous le sol très souvent le soir. Par la suite, Tsahal mène des opérations à la frontière pour vérifier si ces allégations sont fondées. Ce sont des tunnels entre les deux côtés de la frontière que l'armée israélienne découvre et détruit²¹. Si ces tunnels représentent une menace pour l'intégrité territoriale d'Israël, Tsahal ne fait que les détruire. Ce point est intéressant car en juillet 2014, l'une des raisons qui a poussé l'armée israélienne à lancer l'Opération *Bordure Protectrice* dans la bande de Gaza, était la présence de tunnels transfrontaliers²². On s'aperçoit que les règles d'engagements ne sont pas les mêmes entre Israël et le Hezbollah.

Pourtant, à l'approche des élections, les frappes israéliennes en Syrie se sont intensifiées et pour la première fois l'aviation israélienne a frappé des milices chiites irakiennes sur le sol irakien le 19 juillet. D'abord accusés, les Américains ont nié, avant que certains militaires soufflent le nom d'Israël à des journalistes²³. Ces frappes aériennes sur le sol irakien ont très fortement

¹⁸ FRANCE 24, « Nucléaire iranien : Israël réclame 'plus de pression' sur Téhéran », *france24.com*, 5 septembre 2019.

¹⁹ MALBRUNOT Georges, « A Téhéran, les Iraniens redoutent plus les sanctions que la guerre de Trump », *lefigaro.fr*, 8 juillet 2019.

²⁰ FRANCE 24, « Nucléaire iranien : Téhéran reproche aux Européens 'leurs promesses non tenues' », *france24.com*, 8 septembre 2019.

²¹ 20 MINUTES, « Liban : Israël affirme avoir localisé tous les tunnels transfrontaliers du Hezbollah », *20minutes.fr*, 13 janvier 2019.

²² YNETNEWS, « Operation Protective Edge in numbers », *ynetnews.com*, 27 août 2014.

²³ IMBERT Louis, « L'armée israélienne accusée d'avoir frappé en Irak », *lemonde.fr*, 24 août 2019.

agacé les dirigeants irakiens, impuissants, parlant de déclaration de guerre²⁴. Mais c'est dans la nuit du 24 août que tous les événements vont s'enchaîner et faire croire à une guerre : l'aviation israélienne bombarde des cibles à la frontière syrienne, justifiant ces frappes en arguant qu'il s'agissait de milices iraniennes prêtes à frapper Israël. En réalité, cette frappe aérienne a visé un groupe de militants du Hezbollah tuant deux de ses membres²⁵. Dans la nuit du 24 au 25 août, deux drones de l'armée israélienne s'écrasent dans un quartier du sud de Beyrouth tenu par le Hezbollah²⁶. Enfin, dans la nuit du 25 au 26 août, l'aviation israélienne frappe un groupe palestinien pro-syrien en territoire libanais, constituant une violation de la résolution 1701 et constituant la première attaque aérienne sur le sol libanais depuis la guerre de 2006. Le Hezbollah reconnaît avoir été ciblé par Tsahal et avoir perdu deux hommes. Hassan Nasrallah, secrétaire général de l'organisation chiite, promet alors dans un discours virulent qu'une réponse à cette attaque était en préparation²⁷, plongeant tout le nord d'Israël en état d'alerte maximum.

La réponse Hezbollahi a lieu le 1^{er} septembre dans la journée : deux missiles antichars de type Kornet sont tirés en direction d'un véhicule de Tsahal qui patrouillait le long de la frontière contrairement aux ordres reçus par l'état-major. En réponse, l'armée israélienne tire une centaine d'obus, majoritairement sur des terrains vagues²⁸. Le Hezbollah croit avoir détruit le véhicule mais l'attaque a échoué de peu, permettant aux cinq soldats présents dans le véhicule de type *Wolf* de s'en sortir indemnes. L'armée israélienne communique sur cet incident en disant avoir piégé le Hezbollah en faisant évacuer de faux blessés afin de faire croire à la milice libanaise qu'elle avait atteint ses objectifs. Si nous sommes passés très près d'une très probable guerre, la tension n'en est pas moins redescendue. Hassan Nasrallah déclare qu'il s'agissait de la réponse à l'attaque en Syrie sur ses militants mais pas sur les frappes de drone effectuées sur le sol libanais²⁹. Le 4 septembre, l'armée israélienne dit avoir la preuve que le Hezbollah possède une usine permettant la fabrication de missiles de haute précision menaçant très dangereusement la sécurité d'Israël alors que quelques jours

²⁴ ASSOCIATED PRESS, « *Iraq Coalition Says Israeli Strikes Are 'Declaration of War'* », *voanews.com*, 26 août 2019.

²⁵ THE GUARDIAN, « *Netanyahu hails Israel strikes against Syria to foil Iran 'killer drone attack'* », *theguardian.com*, 25 août 2019.

²⁶ AZAKIR MOHAMED, « *Liban : Deux drones israéliens s'abattent sur un fief du Hezbollah* », *rfi.fr*, 25 août 2019.

²⁷ AFP, « *Le Hezbollah menace Israël de représailles après une attaque de drone au Liban* », *la-croix.com*, 25 août 2019.

²⁸ HALBFINGER DAVID M., « *Hezbollah Hits Back at Israeli Army but Without Casualties* », *nytimes.com*, 1^{er} septembre 2019.

²⁹ France 24, « *Hezbollah launch anti-tank missiles toward Israel, Tel aviv fires back* », *france24.com*, 1^{er} septembre 2019.



auparavant Nasrallah déclarait que la milice chiite n'en possédait pas³⁰. Enfin le 9 septembre le Hezbollah déclare avoir abattu un drone israélien qui survolait l'espace aérien libanais³¹. Cela fait suite aux diverses menaces de l'organisation chiite. Néanmoins, l'armée israélienne conteste cette version en justifiant cette perte de drone par un simple problème technique assez habituel sur ce type de drone (il s'agit d'un petit drone mais pour le moment le Hezbollah n'a toujours pas dévoilé quel était le modèle).

Bien que les tensions restent très vives à la frontière nord et que les belligérants soient passés très proches d'une nouvelle guerre, ces petites escarmouches ont permis de mettre en place de nouvelles règles d'engagements. En attaquant le Liban pour la première fois depuis 2006, Israël a essayé de s'imposer comme l'acteur majeur des relations Libano-israélienne et a tenté d'imposer ses règles. Cela étant dit, le Hezbollah, dont l'image a été écornée depuis le début de la guerre civile syrienne, voit en Israël une possibilité de redorer son blason. Bien qu'étant conscients qu'ils ne peuvent se battre sur plusieurs fronts (au sud avec Israël, en Syrie face aux rebelles et djihadistes), ces actions de Tsahal lui ont donné la possibilité de répondre avec force tout en évitant une escalade. Il faut rappeler que la société israélienne ne souhaite pas une nouvelle guerre, encore traumatisée des lourdes pertes des guerres de 2006 et 2014 et en proie à des dissensions en interne. Le Hezbollah, quant à lui, ne veut pas se risquer à une guerre avec Israël qui promet d'être bien plus dévastatrice que celle de l'été 2006. La nouvelle équation qui semble en place est la suivante : Israël fait comprendre à l'Iran et ses alliés, majoritairement le Hezbollah, qu'ils ne sont en sécurité nulle part et que son armée frappera si la sécurité du pays est menacée. En face, Hassan Nasrallah a fait comprendre aux israéliens que le Hezbollah n'a plus de ligne rouge et que toute action militaire contre le Liban et ses hommes connaîtra une réponse armée, ce qui n'a pas toujours été le cas par le passé. Une nouvelle phase de dissuasion au nord est en place et il est encore trop tôt pour savoir si elle peut évoluer en guerre ou non. La région étant très instable, il ne suffit que d'une étincelle pour allumer le feu à la poudrière orientale.

Quelle situation dans la bande de Gaza ?

La guerre de l'été 2014 a laissé de profondes traces au sein de la population palestinienne de la bande de Gaza. De part sa violence et son niveau de destruction, elle fut la pire qu'a connue l'enclave palestinienne

³⁰ RFI, « Israël : l'armée affirme avoir trouvé une nouvelle usine de missiles du Hezbollah », *rfi.fr*; 4 septembre 2019.

³¹ ORBELE THIERRY, « Le Hezbollah affirme avoir détruit un drone israélien survolant le Liban », *lefigaro.fr*; 9 septembre 2019.



depuis que les troupes israéliennes s'en sont allées. Politiquement, c'est toujours le Hamas qui contrôle la bande de Gaza, mais depuis quelques années on note la montée en puissance du Djihad Islamique, financé par l'Iran et qui possède de nombreux militants dans l'enclave. Le Hamas, isolé depuis qu'il a affiché son soutien aux rebelles dans la guerre civile syrienne, a effectué un retour en arrière et s'est rapproché de l'Iran, lui permettant d'obtenir plus de fonds et surtout des armes. Une délégation du Hamas s'est même rendue à l'ambassade d'Iran de Beyrouth en juin 2019³², notamment afin de discuter du futur plan de paix pour le Moyen-Orient qui va être présenté par les Américains. On peut également noter la formation d'une « *Joint Operation Room* » entre le Hamas et toutes les autres factions palestiniennes à la suite du cessez-le-feu avec Israël datant du 14 novembre 2018³³. Cette réunion de tous les groupes palestiniens a pour unique but de protéger Gaza de toutes attaques que pourraient subir l'enclave, qu'elles viennent d'Israël ou de groupes salafistes gazaouis. De plus, ce qui caractérise le mieux les nouvelles relations entre le Hamas et l'Iran, est la prise de position du groupe palestinien lors des diverses escarmouches qui ont lieu en Syrie, en Irak et dernièrement au Liban. Le Hamas a même déclaré que le Hezbollah et l'Iran interviendraient si jamais une offensive d'envergure du type 2014 était lancée par Israël pour le détruire³⁴.

Mais la situation à Gaza est explosive, l'opération *Bordure Protectrice* n'a pas achevé sa mission principale, à savoir chasser le Hamas du pouvoir et désarmer la bande de Gaza, mais elle a provoqué encore plus de destructions et de restrictions. L'enclave palestinienne est soumise depuis plus de treize ans à un blocus maritime, aérien et terrestre. Entourée par des grilles de protections surplombées par des fils barbelés avec un *no man's land* de près de 500 mètres, les habitants sont comme pris au piège. La pauvreté gangrène la vie des gazaouis, près de 53% d'entre eux sont au chômage et on comptabilise 70% de personnes sans emplois chez les jeunes³⁵. Sachant qu'une grande majorité de la population dépend de l'aide alimentaire internationale, Israël exerce ce moyen de pression sur le Hamas et les autres factions palestiniennes afin d'éviter tout conflit. La crise est telle que depuis le mois d'octobre le Qatar paye les salaires des fonctionnaires du Hamas (à hauteur d'environ 15 millions de dollars - lorsque les paiements ont lieu-), qui n'ont pas reçu leur paie faute de

³² LE FIGARO avec AFP, « *Rencontre Hamas-Iran pour dénoncer les projets américains au Moyen-Orient* », *lefigaro.fr*; 17 juin 2019.

³³ INBARI PINHAS, « *A 'Joint Operation Room' in Gaza – the New Factor in the Balance of Power in Gaza* », *jcpa.org*, 15 novembre 2018.

³⁴ BACHNER MICHAEL, « *Hamas : le Hezbollah et l'Iran interviendront si Israël cherche à nous 'détruire'* », *fr.timesofisrael.com*, 11 août 2019.

³⁵ AFP, « *Gaza, territoire palestinien ravagé par les guerres et la pauvreté* », *lepoint.fr*; 13 novembre 2018.

moyens. De l'autre côté de la frontière, les israéliens voient cet argent qatari comme un bon compromis et un moyen de pression. Les dirigeants israéliens souhaitent la chute du Hamas mais ils savent qu'à part le Djihad Islamique, solide allié de l'Iran, aucune faction n'est aussi structurée que le parti islamiste au pouvoir et ne veut pas que des groupes tels qu'Al-Qaïda ou l'Etat Islamique prennent le pouvoir. D'autre part, les israéliens savent que les palestiniens sont exaspérés du Hamas et de la corruption qui règne au sein de l'organisation, l'argent qatari constitue une caution permettant à l'État hébreu d'éviter toute escalade au sud.

Cependant, il y a de régulières tensions entre palestiniens et israéliens à la frontière. L'une des principales revendications du Hamas est la levée du blocus et des restrictions (électricité, fioul etc.). Toutefois, les israéliens ne veulent pas négocier sur ce point, considérant qu'ils ont un net avantage sur le Hamas. Mais depuis le 30 mars 2018, chaque vendredi se déroule ce que les palestiniens appellent la « marche du retour ». Celle-ci consiste à protester contre les spoliations territoriales dues à la guerre de 1948 et exige que les réfugiés palestiniens de Gaza puissent retourner sur leurs terres³⁶, ce qu'Israël refuse catégoriquement. Ces manifestations se sont très rapidement transformées en émeutes et de nombreux gazaouis ont été tués et blessés par les soldats de Tsahal. On dénombre, au 25 février 2019, pas moins de 189 tués et plus de 6000 blessés du côté palestinien³⁷. Le 11 novembre 2018, alors que la plupart des dirigeants de la communauté internationale sont à Paris pour célébrer les 100 ans de l'armistice de 1918, l'armée israélienne envoie un commando dans la bande de Gaza pour effectuer des missions de repérage. Ces derniers sont découverts, ce qui provoque des échanges de tirs. En conséquence, on note la mort d'un officier israélien³⁸. Mais cette escarmouche va prendre des proportions plus grandes puisque pendant deux jours, palestiniens et israéliens vont mutuellement se bombarder avant de trouver un accord de cessez-le-feu sous l'impulsion de l'Égypte. D'autres escarmouches de ce type sont à noter comme en mai 2019 où pendant trois jours les deux factions vont se bombarder avant de retourner au *statu-quo* ainsi que dans la nuit du 25 au 26 août lorsque des roquettes explosent dans le ciel de Sdérot, en plein festival de musique, causant la panique chez les civils³⁹.

Ainsi la situation dans la bande de Gaza est très délicate. Entre destructions des guerres passées, luttes intestines pour le pouvoir, blocus et

³⁶ KERSHNER ISABEL & ABUHEWEILA LYAD, « *Israeli Military Kills 15 Palestinians in Confrontations on Gaza Border* », *nytimes.com*, 30 mars 2018.

³⁷ OCHA, *Report of the independant international commission of inquiry on the protests in the Occupied Palestinian Territory*, 25 février 2019.

³⁸ THE GUARDIAN, « *Eight dead in undercover Israeli operation in Gaza* », *theguardian.com*, 12 novembre 2018.

³⁹ HAARETZ, « *The Moment Gaza Rockets Sparked Panic at Israeli Music Festival* », *haaretz.com*, 26 août 2019

escarmouches avec le voisin Israélien, les gazaouis semblent impuissants. Bien qu'ayant le soutien d'une grande partie de la communauté internationale, l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche a très fortement affecté les espoirs palestiniens d'une solution à deux États. Avec son choix de Jérusalem comme lieu de l'ambassade américaine en Israël, le président américain a très clairement affiché quel camp il soutenait dans ce conflit qui semble être sans issue. De plus, avec la publication du plan de paix pour le Moyen-Orient qui devrait être dévoilé d'ici peu, les gazaouis et plus largement les palestiniens devraient en savoir un peu plus sur ce qui les attend. Ce plan de paix va très fortement affecter les relations entre le Hamas et Israël, relations déjà très tendues et dangereuses. Enfin dans l'opposition entre l'Iran et Israël, les factions palestiniennes de la bande de Gaza se sont positionnées : en cas de guerre avec le Hezbollah et/ou l'Iran, ces dernières devraient entrer en guerre. Mais en ont-elles vraiment les moyens ? Avec le niveau d'exaspération lié au blocus, aux affrontements réguliers avec Israël, aux restrictions et aux conditions de vies exécrables, une guerre entre Israël et la bande de Gaza est plus que probable.

Les élections israéliennes prévues le 17 septembre 2019 n'auront jamais eu autant d'importance pour la région. Fort du soutien américain et symbole de la droite, Benyamin Netanyahu est bien parti pour gagner ces élections. Dans le cas où Benny Gantz, le candidat centriste l'emporterait, la politique israélienne dans la région resterait pour le moins inchangée. L'ancien chef d'état-major de Tshal est très hostile à l'Iran et au Hezbollah, mais un peu moins au Hamas. La guerre civile syrienne touchant presque à sa fin, les regards commencent de plus en plus à se tourner vers le Liban et l'Iran. Avec ses nouvelles révélations sur le nucléaire iranien, Netanyahu espère fédérer autour de lui car en cas de défaite il risque très probablement la prison.

D'un point de vue géopolitique, ces élections risquent de changer beaucoup de choses dans le paysage Proche-Orient. Avec les déclarations de l'armée israélienne sur les supposées usines de fabrication de missiles au Liban, de nouvelles frappes sont à prévoir sur des infrastructures au Liban, ce qui devrait entraîner une réponse du Hezbollah. En fonction de la réponse du groupe chiite libanais, une guerre pourrait éclater à la suite d'une succession d'attaques meurtrières dans les deux camps. Du côté de la Syrie, Israël n'arrêtera pas de bombarder des cibles qu'elle jugera dangereuses à la frontière du Golan ainsi que des convois d'armes en route pour le Liban. La position d'Israël devrait être encore plus dure à l'égard de l'Iran et peut-être,

dans le pire des scénarios, l'État hébreu pourrait mener des frappes aériennes sur des infrastructures en Iran, bien que cette idée ne soit pas la plus partagée en Israël. Concernant la Cisjordanie, les annexions vont être de plus en plus nombreuses. Si Netanyahu gagne ces élections, il devrait faire alliance avec les partis religieux qui sont favorables aux annexions à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Toutefois, de telles annexions pourraient provoquer de très grosses tensions avec les palestiniens vivants sur ces territoires et la publication du plan de paix pour le Moyen-Orient ne devrait absolument pas calmer les esprits. Il n'est pas encore au goût du jour que les palestiniens et de nombreux pays arabes l'ont déjà rejeté, démontrant leur hostilité vis-à-vis de ce plan. Quant à la bande de Gaza, si le candidat élu et le gouvernement qui obtiendra la majorité ne favorisent pas la fin du blocus, la détérioration constante des conditions de vies des gazaouis va tôt ou tard pousser les factions palestiniennes à engager un conflit de grande envergure avec Israël.

